

**Mémoire présenté à la commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agro-alimentaire québécois à Montmagny le 29 mars 2007.**

Je viens vous présenter aujourd'hui le point de vue de quelqu'un qui a élevé une famille dans un milieu marginal. Je suis à 300 mètres en altitude zoné vert en territoire agro-forestier.

Je vous présente ma vision de l'agriculture. Je suis de ceux qui croient que notre santé, on la prend dans une proportion des deux tiers dans notre assiette. L'autre tiers, dans notre état d'esprit, notre hérédité et bien d'autres choses. Je vais donc parler de la première partie, soit celle qui passe par notre assiette.

J'ai comme le sentiment, que nous avons comme société, perdu quelque chose par rapport à cette valeur et qu'il nous faut nous réconcilier avec la terre nourrice. Cela peut se faire en conscientisant les consommateurs et en sensibilisant les producteurs à s'en rapprocher en produisant des aliments sains.

La société québécoise paie collectivement les coûts de santé, mais malheureusement on est dans la réparation et à peu près absent de la prévention. Il nous faut recréer une synergie producteurs-consommateurs pour que ceux-ci réalisent que nos intérêts sont convergents par une meilleure responsabilisation de part et d'autre. Ce serait probablement la meilleure manière de diminuer l'augmentation des coûts de santé qui deviennent un boulet social qui ne mène nulle part.

Nous avons au Québec une manière de faire avec nos plans conjoints dont le rôle est d'ajuster l'offre à la demande, ce qui a pour effet de sécuriser le producteur et le consommateur. Ce modèle est exportable à peu près partout sur la planète mais le modèle de la mondialisation est comme une épée de Damoclès permanente au dessus de nos têtes de producteurs. Le danger pour les consommateurs est qu'il se retrouve momentanément avec des aliments qui peuvent être moins chers pour une période donnée mais qui, lorsque ce qui est établi sera déstabilisé, ils risquent fort de se retrouver à la remorque de chaînes d'alimentation sur lesquelles ils n'auront aucun contrôle et que le prix des aliments leur échappe complètement.

Les consommateurs québécois ignorent complètement que leur panier d'épicerie est à leur portée à un coût des plus économiques sur cette planète. Les québécois se nourrissent pour environ 12% du revenu annuel familial. Le coût normal de l'alimentation se situe plutôt autour de 25% dans les sociétés occidentales. L'autre 12 ou 13% peut être utilisé pour combler d'autres besoins mais ils ignorent néanmoins qu'ils bénéficient d'un tel avantage. Il faut remédier à cela.

Les coûts reliés au respect de l'environnement par les producteurs et la pression qu'ils exercent sur les frais reliés à la production ont des conséquences sur la qualité de vie des producteurs. Déjà pour les producteurs, les heures de travail sont longues et seuls des gens passionnés peuvent supporter une telle charge de travail.

Le sol, l'air et l'eau sont liés à la production des aliments. C'est un art que constitue la production d'un aliment. Où est le calme, la pause nécessaire à la création dans cette avalanche de tracas que ces dimensions environnementales et financières ont imposé depuis à peine deux décennies. ✓

Prenons le cas de l'acériculture où l'on vient de vivre toute une série d'événements. Au printemps 2006, la presse n'a jamais autant parlé du sirop d'érable, probablement plus en mal qu'en bien.

Depuis toujours, les cycles de prix liés au libre marché ont fait la loi et ça se solde toujours par des prix élevés sur une faible partie du cycle des prix. Les acheteurs ont toujours tiré leur épingle du jeu. Depuis que l'agence de vente est en place, la Régie des marchés agricoles a dû imposer plusieurs conventions entre acheteurs et producteurs mais voici que la dernière convention est le résultat d'une entente entre les parties. Mais cela survient après qu'à peu près tous les recours juridiques aient été épuisés avant que cela n'arrive. De plus ce sont les producteurs qui ont assumé les frais juridiques des deux côtés. Tous les producteurs font partie de la fédération d'une part et d'autre part deux milles producteurs sont propriétaires de Citadelle.

Nous avons eu de la chance : La réserve de 60 millions de livres voilà deux ans passés est maintenant à 37 millions de livres actuellement grâce à deux petites années de production consécutives et au contingent imposé par les producteurs qui ont produit des prix stables.

Les ventes à l'étranger croissent d'une façon intéressante, nous connaissons mieux notre produit grâce à la retenue de 0,02\$ la livre que nous y avons consenti. La recherche nous permet de découvrir plusieurs avenues intéressantes. Les transformateurs bénéficient financièrement de nos outils collectifs ne payant leur approvisionnement de sirop que lorsqu'ils en disposent.

Ici une amélioration peut être apportée au jardinage acérico-forestier. Dans la région Chaudières Appalaches, l'exécution des travaux n'y est pas subventionnée et notre région a le rendement à l'entaille le plus faible du Québec. (Le cordonnier mal chaussé) ✓

Je veux également attirer votre attention sur deux mesures qui à mon sens ont été néfastes pour les régions agricoles marginales (celles en dehors de la plaine du fleuve St-Laurent). Les agriculteurs dans ces secteurs doivent fournir plus d'efforts pour obtenir des résultats semblables à nos confrères de la plaine.

Quand nous avons été zoné vert en 1981, nous avons droit au remboursement des taxes municipales et scolaires à 70% et cela incluait la résidence. Depuis un certain temps, celles-ci (habitations) sont exclues et dans nos milieux la proportion de l'évaluation des résidences est plus élevée que dans la plaine, ce qui fait qu'aujourd'hui, mon remboursement par le MAPAQ n'est plus que de 53%.

Ceci constituait une mesure indirecte de compensation qui est disparue avec la logique qui veut qu'une résidence qu'elle soit d'un producteur ou d'un autre citoyen n'est plus admissible.

Dans la même logique, avec l'aide de l'UPA encore, on assiste à la disparition d'à peu près tout soutien technique au MAPAQ qui était gratuit alors que maintenant, bien que subventionné, on doit nécessairement en payer une partie pour y avoir droit. }

De plus, souvent on ne tient pas suffisamment compte des multiples sources de revenus pour accorder du financement. En dehors de la plaine, on doit composer avec le boisé et l'érablière nécessairement et ça n'entre pas dans les paramètres de financement.

Je veux enfin vous signaler le dangereux glissement du MAPAQ comme ministère à vocation essentiellement économique. On est en train de faire de ce ministère une véritable boîte aux lettres où tout ce qui se passe d'intéressant va être ailleurs. Les agriculteurs sont une composante incontournable du milieu rural et on a du chemin à faire comme société pour le reconnaître à sa juste valeur.

Merci de votre attention.

André Bouchard  
506, rang 3  
Saint-Nérée  
G0R 3V0